

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'État  
le 20 décembre 2019

## CONSEIL DE PARIS

### Extrait du registre des délibérations

-----

Séance des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019

**2019 DFA 118-1** Budget primitif 2020 - Budget d'investissement.

**M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur.**

-----

**Le Conseil de Paris,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-22, L. 3211-2, L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, et notamment son article 1<sup>er</sup> créant la collectivité à statut particulier dénommée « Ville de Paris », issue de la fusion de la commune et du département de Paris ;

Vu l'ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris, et notamment son article 17 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération 2017 DFA 32-G du 20 novembre 2017 par laquelle le Conseil de Paris approuve l'adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 pour le budget départemental ;

Vu les délibérations 2018 DFA 68 M et DFA 21 G du 19 novembre 2018 relatives à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Paris, et optant pour le vote par fonction ;

Vu les délibérations 2018 DFA 74 M et DFA 24 G du 19 novembre 2018 relatives aux règles d'amortissement ;

Vu les délibérations 2018 DFA 75 M et DFA 25 G du 19 novembre 2018 relatives au choix du régime budgétaire sur les provisions et dépréciations ;

Vu la délibération 2019 DFA 116 relative à la reprise en section de fonctionnement de l'excédent d'investissement 2020 ;

Après consultation de la conférence de programmation des équipements prévue à l'article L 2511-36 du Code général des Collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 26 novembre 2019, par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation le projet de budget de la Ville de Paris pour 2020 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget d'investissement de la collectivité à statut particulier dénommée Ville de Paris pour l'exercice 2020 est arrêté comme suit :

- à la somme de 2 025 750 754 € en ce qui concerne les autorisations de programme nouvelles, selon l'état annexé ;
- à la somme de 2 351 045 049,64 € en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement, selon l'état annexé.

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à constituer une provision pour risques et charges en application de l'article R.2321-2 du CGCT.

Article 3 : Madame la Maire de Paris est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 4 : Madame la Maire de Paris est autorisée à procéder aux virements de crédits, rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatée au cours de l'exécution du budget, de chapitre à chapitre dans les limites de 7,5% des dépenses réelles de la section d'investissement.

Article 5 : Pour assurer l'équilibre du budget d'investissement de 2020, les emprunts qui seront réalisés pour l'année 2020, en une ou plusieurs fois, ne pourront être supérieurs à un montant maximum de 508 228 383,45 € ou d'un montant équivalent dans d'autres devises.

La Ville de Paris pourra choisir d'emprunter :

- soit directement auprès des banques ;
- soit via des émissions obligataires en dehors ou dans le cadre d'un programme d'émission de titres EMTN (Euro Medium Term Notes) ;
- soit sous forme de placements privés n'ayant pas le format obligataire

Cet emprunt pourra être réalisé sous réserve des dispositions suivantes :

- le droit applicable au contrat d'emprunt sera celui de l'un des Etats membres de l'Union européenne ;
- durée maximale de l'emprunt : 50 ans ;
- taux appliqué : taux fixe ou taux révisable ; en cas d'application de taux révisables, les intérêts pourront être calculés sur la base des index de référence suivants : TEC5, TEC 10, Euribor 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAG 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAM, T4M, EONIA, OAT, OATi, OATei, livret A, inflation française ou européenne, ou tout autre Index de référence communément utilisé par les

marchés financiers. Les index révisables de référence ne pourront être majorés d'une marge supérieure à 300 points de base ;

- en cas de taux fixe, le taux effectif global sera inférieur à 8% ;
- amortissement : l'emprunt pourra être in fine ou amortissable selon une structure définie par le contrat. L'emprunt pourra éventuellement être assorti d'un différé d'amortissement ;
- les frais et commissions bancaires pour chaque emprunt conclu auprès d'une banque ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'emprunt (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'emprunt, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;
- les frais et commissions bancaires pour chaque émission obligataire conclue en dehors ou au sein d'un programme EMTN ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;
- les frais autres que frais et commissions bancaires (frais de notation, honoraires d'avocats, honoraires de conseils, frais de documentation légale, prospectus, frais d'impressions, redevances de bourses, frais de listing, frais de service financier, etc...) pour chaque émission obligataire conclue ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le cas de frais applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés).

Madame la Maire est autorisée à effectuer les mises à jour du programme EMTN au fil de l'eau en tant que de besoin.

La ventilation par fonction des autorisations de programmes nouvelles est la suivante :

Fonctions	Autorisations de programme nouvelles
0 - Services généraux	489 374 750,00 € <sup>1</sup>
1 - Sécurité	29 732 000,00 €
2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	84 453 660,00 €
3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	169 269 490,00 €
4 - Santé et action sociale	44 951 152,00 €
5 - Aménagement des territoires et habitat	988 570 080,00 €
6 - Action économique	37 131 782,00 €
7 - Environnement	35 891 700,00 €
8 - Transports et déplacements	146 376 140,00 €
<b>Total général</b>	<b>2 025 750 754,00 €</b>

<sup>1</sup> Pour rappel, la fonction 0 regroupe les chapitres fonctionnels suivants : 900 – « Services généraux » (192,2 M€), 923 – « Dettes et autres opérations financières » (273,1 M€) et 950 – « Dépenses imprévues » (24 M€).

**III - VOTE DU BUDGET**

**A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES - AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	1 667 187 794,90	0,00	1 570 685 885,00	1 542 233 009,64	1 542 233 009,64	1 542 233 009,64	0,00	1 542 233 009,64
900	Services généraux	163 657 820,00	0,00	104 882 291,00	200 280 811,00	186 030 811,00	186 030 811,00	0,00	186 030 811,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	19 152 000,00	0,00	29 732 000,00	24 658 000,00	24 658 000,00	24 658 000,00	0,00	24 658 000,00
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	158 976 550,00	0,00	60 911 947,00	136 360 367,00	136 360 367,00	136 360 367,00	0,00	136 360 367,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	231 749 060,00	0,00	152 184 300,00	190 256 935,00	190 256 935,00	190 256 935,00	0,00	190 256 935,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	97 419 008,00	0,00	37 159 468,00	63 915 765,64	63 915 765,64	63 915 765,64	0,00	63 915 765,64
904-4	RSA	1 139 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	718 711 182,90	0,00	978 602 397,00	686 324 990,00	697 324 990,00	697 324 990,00	0,00	697 324 990,00
906	Action économique	32 614 790,00	0,00	37 131 782,00	43 999 972,00	43 999 972,00	43 999 972,00	0,00	43 999 972,00
907	Environnement	69 556 500,00	0,00	35 891 700,00	53 480 669,00	54 480 669,00	54 480 669,00	0,00	54 480 669,00
908	Transports	174 211 884,00	0,00	134 180 000,00	142 855 500,00	145 105 500,00	145 105 500,00	0,00	145 105 500,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	959 191 164,76	0,00		808 812 040,00	808 812 040,00		0,00	808 812 040,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 700 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	543 140 687,76	0,00		525 792 040,00	525 792 040,00		0,00	525 792 040,00
925	Opérations patrimoniales	121 000 000,00			63 100 000,00	63 100 000,00		0,00	63 100 000,00
926	Transferts entre les sections	292 350 477,00			219 920 000,00	219 920 000,00		0,00	219 920 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			24 000 000,00					
950	Dépenses imprévues			24 000 000,00					
	<b>TOTAL des groupes fonctionnels</b>	<b>2 626 378 959,66</b>	<b>0,00</b>	<b>1 867 771 885,00</b>	<b>2 351 045 049,64</b>	<b>2 351 045 049,64</b>	<b>2 351 045 049,64</b>	<b>0,00</b>	<b>2 351 045 049,64</b>

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4) 0,00

**TOTAL 2 351 045 049,64**

**III – VOTE DU BUDGET**  
**A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2)	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	152 872 401,00	0,00	137 122 530,86	137 122 530,86	137 122 530,86
900	Services généraux	735 000,00	0,00	639 600,00	639 600,00	639 600,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	5 972 506,00	0,00	6 272 506,00	6 272 506,00	6 272 506,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	41 687 727,00	0,00	32 675 372,00	32 675 372,00	32 675 372,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	9 367 703,00	0,00	10 186 549,86	10 186 549,86	10 186 549,86
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	84 537 865,00	0,00	77 120 936,00	77 120 936,00	77 120 936,00
906	Action économique	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
907	Environnement	1 868 000,00	0,00	2 963 400,00	2 963 400,00	2 963 400,00
908	Transports	7 583 600,00	0,00	6 144 167,00	6 144 167,00	6 144 167,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	1 763 042 365,66	0,00	1 562 208 222,45	1 562 208 222,45	1 562 208 222,45
921	Taxes non affectées	10 010 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	143 000 000,00	0,00	149 951 722,00	149 951 722,00	149 951 722,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 022 222 365,66	0,00	797 246 500,45	797 246 500,45	797 246 500,45
925	Opérations patrimoniales	121 000 000,00		63 100 000,00	63 100 000,00	63 100 000,00
926	Transferts entre les sections (3)	466 810 000,00		545 910 000,00	545 910 000,00	545 910 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	710 464 193,00	0,00	651 714 296,33	651 714 296,33	651 714 296,33
951	Virement de la section de fonctionnement	246 864 193,00		250 764 296,33	250 764 296,33	250 764 296,33
954	Produit des cessions d'immobilisations	463 600 000,00	0,00	400 950 000,00	400 950 000,00	400 950 000,00
	TOTAL des groupes fonctionnels	2 626 378 959,66	0,00	2 351 045 049,64	2 351 045 049,64	2 351 045 049,64
				001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)		0,00
				1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		0,00
				TOTAL		2 351 045 049,64

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

**IV - ANNEXES**

**A - PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE**

**IV**

**A1**

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	<b>DEPENSES</b>								
10	Dotations, fonds divers et réserves	525 792 040,00	186 030 811,00	0,00	24 658 000,00	136 360 367,00	190 256 935,00	63 915 765,64	100 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	257 380 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	105 379 020,00	0,00	17 000,00	39 000 487,00	14 607 202,00	8 531 004,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	7 290 053,00	0,00	20 296 000,00	17 032 500,00	39 798 203,00	14 594 082,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	16 589 200,00	0,00	533 000,00	10 639 052,00	7 927 270,00	5 797 668,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	56 773 538,00	0,00	2 312 000,00	68 188 348,00	114 112 510,00	36 993 011,64	90 000,00
26	Participations et créances rattachées	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	263 412 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	500 000,00	13 811 750,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>								
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 354 148 222,45	639 600,00	0,00	1 000 000,00	6 272 506,00	32 675 372,00	10 186 549,86	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	400 950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	155 951 722,00	639 600,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	795 429 383,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 817 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	500 000,00	12 811 750,00	0,00	0,00

		IV - ANNEXES							IV
		A - PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE (suite)							A1
Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL		
	<b>DEPENSES</b>								
10	Dotations, fonds divers et réserves	687 324 990,00	43 999 972,00	54 480 663,00	145 105 500,00		2 068 025 049,64		
		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
18	Opé de liaison : affectation (BA, règle)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 252 759,71	1 377 942,00	3 063 821,65	12 816 462,27		193 044 068,03		
204	Subventions d'équipement versées	243 021 234,00	31 863 764,00	4 469 724,50	42 957 003,42		421 322 593,97		
21	Immobilisations corporelles	333 091 880,47	3 658 804,00	8 241 834,00	3 744 804,09		390 221 472,56		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
23	Immobilisations en cours	100 569 116,82	6 981 872,00	38 715 488,80	81 137 210,22		515 863 064,48		
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000 000,00		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		283 412 000,00		
45	Opérations pour compte de tiers	1 400 000,00	120 000,00	0,00	4 450 000,00		21 761 750,00		
	<b>RECETTES</b>								
024	Produits des cessions d'immobilisations	77 120 536,00	120 000,00	2 963 400,00	6 164 167,00		1 481 270 753,31		
		0,00	0,00	0,00	0,00		400 850 000,00		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		156 551 722,00		
13	Subventions d'investissement	76 270 636,00	0,00	2 963 400,00	924 167,00		110 020 780,66		
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		795 429 383,45		
18	Opé de liaison : affectation (BA, règle)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	650 000,00	0,00	0,00	0,00		650 000,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
45	Opérations pour compte de tiers	200 000,00	120 000,00	0,00	5 220 000,00		1 817 117,00		
							18 851 750,00		

La Maire de Paris,

*Anne Hidalgo*

Anne HIDALGO

